

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MERCREDI 21 MARS 2007

Matin

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

WOENSDAG 21 MAART 2007

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 24 par M. Paul Tant, président.

01 Question de M. Stijn Bex au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les pratiques abusives en matière de vente de tickets de concert" (n° 14679)

01.01 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Des prix prohibitifs sont souvent réclamés lors de la revente de tickets de concert. Le ministre a toujours choisi de réprimer ces abus sur la base de la législation existante. Ainsi, il a proposé de vérifier si les vendeurs ou les réseaux de vente structurés qui réalisent des bénéfices respectent bien toutes les obligations légales. Ceux-ci doivent en effet s'acquitter de la TVA, disposer d'un numéro d'entreprise et déclarer leurs bénéfices au fisc.

La loi-programme du 7 juin 2005 a modifié la loi du 11 mars 2003 pour attribuer aux instances judiciaires et administratives un droit de regard sur les transactions électroniques. La loi du 14 mai 1946 habilite les organes de contrôle compétents à intervenir vis-à-vis des personnes qui sont présumées vendre des tickets à des prix prohibitifs. Les tickets peuvent être confisqués et des amendes peuvent être infligées.

Le ministre a également élaboré un code de conduite en collaboration avec plusieurs organisateurs de concerts. En vertu de ce *gentlemen's agreement*, les tickets devraient mentionner les nom et adresse de l'acheteur ainsi que le prix de vente officiel. Un maximum de quatre billets pourraient être achetés par personne et ceux-ci ne pourraient être revendus sans l'accord du vendeur, sous peine de leur annulation à l'initiative de ce dernier. Les personnes qui ne seraient pas en mesure d'utiliser leur ticket pourraient s'adresser à des guichets d'échange ou à un site internet pour récupérer leur argent. Les contrôles relatifs au respect du code de conduite incomberaient à la direction générale Contrôle et Médiation.

A combien de contrôles sur la revente structurée de tickets de concert a-t-il déjà été procédé depuis l'instauration du code de conduite ? Dans combien de cas la justice est-elle intervenue et les revendeurs ont-ils dû répondre de leurs agissements devant un tribunal ? Combien de tickets ont été saisis ? Dans combien de cas une amende a-t-elle été appliquée ?

Quels organisateurs de concert ont souscrit au code de conduite ? Quelle partie du marché de l'organisation des concerts représentent-ils ? Le système des guichets d'échange et du site sur l'internet fonctionne-t-il ?

01.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : En 2006, quatorze plaintes susceptibles de se rapporter

à la revente organisée de tickets de concert ont été déposées. Six concernaient des vendeurs établis à l'étranger. La cellule Surveillance de l'internet de la direction générale Contrôle et médiation a soumis les huit vendeurs belges à une enquête qui a donné lieu à la rédaction d'un procès-verbal pour non-inscription comme commerçant. Le dossier a été transmis au parquet. Il n'y a pas eu de confiscations.

Les contrôles effectués par la cellule Surveillance de l'internet pendant la saison de concerts 2006 n'ont pas révélé l'existence de systèmes de vente organisés dans notre pays. Il se peut que les personnes malintentionnées se soient senties visées et qu'elles aient dès lors redoublé de prudence. Aucune vente en vrac ni à des prix fortement majorés n'a été constatée sur eBay pour Rock Werchter ou Pearl Jam. Par contre, il se pose des problèmes de revente par le biais de sites étrangers, surtout néerlandais. C'est pourquoi la direction générale Contrôle et médiation veut aussi associer la *Consumentenautoriteit* néerlandaise à la lutte, sur la base d'un règlement européen de 2004 relatif à la coopération internationale en matière de protection des consommateurs.

Les principaux opérateurs, Tele Ticket Service et Live Nation, ont signé le *gentlemen's agreement*. Ce code de bonne conduite semble donner des résultats dans la pratique. Les consommateurs sont conscients des risques du commerce usuraire et le nombre de plaintes a très fortement régressé. Toutefois, ce n'est pas le moment de baisser la garde, à la veille de la nouvelle saison de concerts. La question des sites étrangers mérite assurément toute notre attention. L'*agreement* sera évalué l'an prochain et des mesures supplémentaires seront éventuellement prises à ce moment.

Les guichets d'échange constituent peut-être le point faible. Pour le moment, je ne connais que le bureau de médiation Rock Werchter. J'ai demandé aux organisateurs de concert, par l'entremise de la direction générale, où en sont les initiatives de ce type. Il faut s'atteler plus assidûment à leur mise en oeuvre.

01.03 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Le code de conduite produit donc ses effets auprès des grands organisateurs et les acheteurs comprennent qu'ils doivent faire preuve de prudence. Nous devons toutefois poursuivre le travail de sensibilisation.

Je regrette en revanche que les abus ne donnent que rarement lieu à des poursuites, voire jamais. Je resterai attentif aux suites qui, en définitive, seront réservées aux plaintes et aux procès-verbaux.

Des accords doivent être conclus avec les pays voisins pour lutter contre la revente et la décourager.

01.04 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : J'aimerais également que les contrevenants comparaissent devant le juge, ne fût-ce qu'en raison de l'effet dissuasif d'une telle comparution. Mais nous devons continuer à respecter le principe de la séparation des pouvoirs.

J'ai déjà abordé la question des reventes frauduleuses lors de conseils européens mais chaque pays envisage la question différemment. Ainsi, les autorités néerlandaises ne font pas montre d'une grande fermeté. Une approche européenne unifiée est pourtant nécessaire.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Greet van Gool au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "l'assurance pour les volontaires" (n° 14720)

02.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : La loi du 19 juillet 2006 modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires permet désormais également aux organisations qui ont recours à des volontaires de conclure une police d'assurance collective même si ces organisations ne sont pas concernées par l'obligation de souscrire à une assurance. Avec quelles compagnies d'assurances a-t-on déjà conclu des accords ? Où les volontaires peuvent-ils s'informer au sujet de leur police collective ?

02.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Des accords relatifs à ces polices collectives ont été signés avec Dexia Assurances, Les AP Assurances, Ethias, KBC Assurances, Fidea Assurances et P&V Assurances. Un accord sera également signé dans un avenir proche avec Fortis Insurance Belgium.

Les volontaires peuvent s'informer sur ces polices par le biais de différents canaux : sur le site internet du SPF Économie sous la rubrique « Protection du consommateur » sur le site du SPF Sécurité sociale et auprès des assureurs concernés. Ces derniers se sont expressément engagés à organiser un point de contact clairement reconnaissable.

02.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : J'ai consulté le site du SPF Économie et j'ai pu constater qu'il n'est pas aisé d'y trouver des informations. J'ai cessé mes recherches après un certain temps sans avoir obtenu le moindre résultat. Le site du SPF Sécurité sociale comporte des informations plus claires. Parmi les assureurs concernés, certains publient sur leur site des informations relatives aux assurances pour volontaires, mais tous n'en font pas autant. Il est essentiel que ces informations soient aisément accessibles et clairement formulées.

02.04 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Il est tout à fait normal que le département des Affaires sociales présente des informations plus détaillées sur son site, étant donné que le statut des bénévoles concerne avant tout ce SPF. En tout état de cause, je veillerai à ce que les informations communiquées par le SPF Économie soient aussi accessibles que possible en ce qui concerne l'aspect de l'assurance. Je contacterai également Assuralia pour demander que les compagnies d'assurances informent au mieux les bénévoles.

L'incident est clos.

03 Question de M. Philippe Monfils au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la révision des tarifs de la rémunération pour copie privée" (n° 14706)

03.01 Philippe Monfils (MR) : Vous semblez vouloir revoir à la baisse les rémunérations perçues sur les appareils et supports permettant la copie privée. Selon les chiffres avancés par les milieux intéressés, les créateurs se verraient ainsi privés de plus de la moitié de leurs rémunérations.

L'apparition sur le marché de nouvelles technologies de copiage a entraîné une diminution des encaissements des rémunérations pour copie privée. Aujourd'hui, seuls les appareils dits classiques sont taxés, ce qui représentait, en 2005, vingt et un millions d'euros ; en 2006, c'est déjà beaucoup moins, dix-neuf millions d'euros.

Alors que l'article 15 de la loi votée par le Parlement le 22 mai 2005 rend possible une taxation sur les supports et appareils techniquement similaires qui – tel l'ordinateur – sont manifestement utilisés pour la copie privée, à l'heure actuelle, aucun arrêté n'a été pris.

Un accord, heureusement bloqué, organise le prélèvement de 30% de la rémunération pour copie privée, qui irait aux Communautés.

Souhaitez-vous effectivement diminuer - et de combien - la rémunération pour copie privée ?

N'estimez-vous pas plus utile de laisser le secteur négocier avant de prendre une décision ?

03.02 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Vos informations ne correspondent pas aux miennes.

Des négociations relatives à la tarification des supports et appareils assujettis à la rémunération pour copie privée sont en cours au sein de l'actuelle commission de consultation.

Une méthodologie commune a été définie pour déterminer la rémunération pour copie privée conformément aux modifications apportées par la loi du 22 mai 2005.

Les milieux intéressés ne se sont pas encore entendus sur les montants ni sur les supports et les appareils assujettis. Les négociations doivent déterminer, sur base des modifications apportées par la loi du 22 mai

2005, la rémunération pour copie privée dans le cadre de l'accord global entre les différents milieux intéressés.

J'espère qu'on trouvera une solution équitable.

L'incident est clos.

04 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "le refus par la BNB du compte annuel déposé" (n° 14736)

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Étant donné sa technicité, ma question peut être transformée en question écrite.

04.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Je fournirai à M. Verherstraeten une réponse écrite détaillée à sa question pertinente.

04.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je vous en remercie.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Magda De Meyer au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la mission de l'INS relative aux loyers" (n° 14737)

05.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : En octobre 2006, le gouvernement avait annoncé que l'Institut National de Statistiques (INS) rédigerait un rapport annuel sur l'évolution des loyers. Comment procédera-t-il ? Établira-t-il d'abord un zéro tage ? Se basera-t-il sur les baux à loyer enregistrés ? Le nombre de logements disponibles sera-t-il enregistré également ?

05.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : L'indice des loyers ordinaires – donc pas des loyers sociaux – sera calculé mensuellement pour toutes les provinces et pour Bruxelles sur la base d'un échantillon représentatif de 1.800 logements, l'indice national étant la moyenne pondérée de ces chiffres. Si un preneur cesse de collaborer à cette enquête sur les indices ou s'il est mis fin au bail, son logement sera remplacé par un logement situé dans la même province et possédant les mêmes caractéristiques structurelles. En outre, un certain nombre de logements anciens seront remplacés chaque année par des logements construits récemment. Nous nous limiterons aux chiffres par province parce qu'un échantillon par commune ou par ville serait trop modeste pour effectuer un calcul fiable des évolutions de l'indice. Cela vaut même pour de grandes villes comme Bruxelles, Charleroi ou Gand. De plus, en cas de remplacement à l'intérieur de l'échantillon, une habitation analogue située dans une autre commune de la même province pourra y être incluse.

Il ne sera pas nécessaire d'établir un zéro tage. Il faudra seulement qu'il s'agisse de logements correspondants au moment du démarrage de l'enquête. Les logements sont d'ores et déjà sélectionnés sur la base des baux enregistrés. Le nombre de logements disponibles ne sera pas enregistré car le but n'est pas de cartographier l'ensemble du marché locatif.

Avant que nous puissions concevoir une nouvelle méthodologie qui nous permette de collecter des informations par commune ou quartier, il nous faut clarifier certaines choses. Nous devons savoir où en est l'enregistrement de tous les baux à loyer, quoique la nouvelle loi offre des perspectives à cet égard. En outre, il faut que nous sachions précisément pour quelles villes ou communes et pour quels quartiers seront créées des commissions paritaires et pour lesquels il faudra donc rédiger un rapport. Enfin, il importera de définir exactement les caractéristiques à analyser car plus elles seront nombreuses, plus la méthodologie sera complexe.

Or aucun crédit supplémentaire spécifique n'est disponible pour mettre au point cette méthodologie ni, *a fortiori*, pour l'appliquer. Toutefois, la nouvelle loi sur les baux à loyer offre une base légale permettant de réserver ces moyens. Des crédits supplémentaires seront donc demandés.

05.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Tout cela signifie qu'il faudra attendre encore quelques années avant de disposer des premières bonnes statistiques.

05.04 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Grâce à la nouvelle loi sur les statistiques, les statistiques seront livrées plus rapidement. Mais comme nous voulons obtenir les données chiffrées les plus précises possible, il nous faudra faire pas mal d'efforts pour opérer une réduction d'échelle jusqu'à pouvoir effectuer des étalonnages dans des grandes villes. Nous ne disposerons pas, en effet, de toutes ces données avant plusieurs années mais il n'empêche que l'INS doit d'ores et déjà effectuer les démarches nécessaires pour répondre à ce besoin réel.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 10 h 55.

De vergadering wordt geopend om 10.24 uur en voorgezeten door de heer Paul Tant.

01 Vraag van de heer Stijn Bex aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de woekerprijzen van concerttickets" (nr. 14679)

01.01 Stijn Bex (sp.a-spirit): Bij doorverkoop van concerttickets worden vaak woekerprijzen gevraagd. De minister heeft er steeds voor gekozen deze wanpraktijken aan te pakken op basis van de bestaande wetgeving. Zo heeft hij voorgesteld om na te gaan of de gestructureerde verkopers of verkoopnetwerken die winst maken, alle wettelijke verplichtingen wel naleven. Zij hebben immers btw-verplichtingen, ze moeten over een ondernemingsnummer beschikken en hun winsten aangeven aan de fiscus.

De programmawet van 7 juni 2005 heeft een aanpassing van de wet van 11 maart 2003 doorgevoerd om gerechtelijke en administratieve instanties inzage te geven in elektronische transacties. De wet van 14 mei 1946 geeft bevoegde controleorganen de macht om personen aan te spreken van wie men vermoedt dat ze tickets doorverkopen tegen woekerprijzen. De tickets kunnen in beslag worden genomen en er kunnen boetes worden opgelegd.

De minister heeft in samenwerking met een aantal concertorganisatoren ook werk gemaakt van een gedragscode. Dit *gentlemen's agreement* komt erop neer dat de tickets de naam en het adres van de koper vermelden alsook de officiële verkoopprijs. Per persoon kunnen er niet meer dan vier tickets worden gekocht en die kaartjes mogen niet doorverkocht worden zonder instemming van de verkoper. Gebeurt dit toch, dan heeft de verkoper het recht de tickets te annuleren. Wie zijn ticket niet kan gebruiken, kan gebruik maken van omruilkassa's en een website om het geld te recupereren. Controles op het al dan niet respecteren van de gedragscode zouden gebeuren door de algemene directie Controle en Bemiddeling.

Hoeveel controles op gestructureerde doorverkoop hebben er sinds de invoering van de gedragscode al plaatsgevonden? In hoeveel gevallen is het gerecht opgetreden en werden er doorverkopers effectief voor het gerecht gebracht? Hoeveel tickets werden er in beslag genomen? In hoeveel gevallen werd een boete opgelegd?

Welke concertorganisatoren hebben ingestemd met de gedragscode? Welk deel van de concertmarkt vertegenwoordigen zij? Werkt het systeem van de omruilkassa's en de website?

01.02 Minister Marc Verwilghen (*Nederlands*): In 2006 kwamen er veertien klachten binnen die betrekking konden hebben op gestructureerde doorverkoop van concerttickets. Bij zes daarvan ging het om verkopers in het buitenland. De cel Internetbewaking van de algemene directie Controle en Bemiddeling voerde een onderzoek naar de acht Belgische verkopers, wat leidde tot één pv wegens het niet beschikken over een inschrijving als handelaar. Het dossier ligt nu bij het parket. Er volgden geen inbeslagnames.

De controles die de cel Internetbewaking in het concertseizoen van 2006 uitvoerde, brachten in ons land geen gestructureerde verkoopsystemen aan het licht. Mensen met snode plannen voelden zich misschien geïsoleerd en waren dus misschien extra op hun hoede. Er waren op eBay voor Rock Werchter of Pearl Jam

nooit bulkverkopen of sterk verhoogde prijzen. Er zijn wel problemen met doorverkoop via buitenlandse, vooral Nederlandse, sites. Daarom wil Controle en Bemiddeling ook de Nederlandse Consumentenautoriteit bij de strijd betrekken, dit op basis van een Europese verordening uit 2004 betreffende de internationale samenwerking inzake consumentenbescherming.

De belangrijkste marktspelers, Tele Ticket Service en Live Nation, ondertekenden het *gentlemen's agreement*. Deze gedragscode lijkt te werken in de praktijk. De consumenten beseffen de gevaren van woekerhandel en het aantal klachten is zeer sterk gereduceerd. Toch mogen we niet versagen met het nieuwe concertseizoen voor de deur. Zeker het probleem van de buitenlandse sites verdient onze volle aandacht. Het *agreement* zal volgend jaar worden geëvalueerd en eventueel zullen dan bijkomende maatregelen volgen.

De omruilkassa's zijn misschien het zwakke punt. Ik ken voorlopig alleen het bemiddelingskantoor Rock Werchter. Ik heb via de algemene directie aan de concertorganisatoren gevraagd hoe het staat met dit soort initiatieven. Daar moet meer werk worden van gemaakt.

01.03 Stijn Bex (sp.a-spirit): De gedragscode werkt dus bij de grote organisatoren en de kopers beseffen dat ze voorzichtig moeten zijn. Toch moeten we blijven sensibiliseren.

Ik ben wel teleurgesteld over het feit dat woekerpraktijken zelden of nooit in een daadwerkelijke vervolging resulteren. Ik zal het blijven opvolgen wat er met de klachten en pv's uiteindelijk gebeurt.

Afspraken met onze buurlanden zijn nodig om doorverkoop te ontmoedigen en aan te pakken.

01.04 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Ook ik zou overtreders graag voor de rechter zien komen, al was het maar omwille van het afschrikkende effect. De scheiding der machten moeten we evenwel blijven respecteren.

Op Europese raden heb ik de kwestie van de frauduleuze doorverkopen al aangekaart, maar elk land benadert dit verschillend. Zo is de Nederlandse reactie nogal lauw. Een eendrachtige Europese aanpak is nochtans nodig.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de verzekering voor vrijwilligers" (nr. 14720)

02.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): De wet van 19 juli 2006 heeft de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers gewijzigd, waardoor ook organisaties die met vrijwilligers werken, nu een collectieve verzekeringspolis kunnen afsluiten, ook al vallen ze niet onder de verzekeringsplicht. Met welke verzekeringsmaatschappijen werden al akkoorden afgesloten? Waar kunnen de vrijwilligers informatie krijgen over hun collectieve polis?

02.02 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Er werden over deze collectieve polissen akkoorden gesloten met Dexia Verzekeringen, DVV Verzekeringen, Ethias, KBC Verzekeringen, Fidea Verzekeringen en P&V Verzekeringen. Met Fortis Insurance Belgium wordt binnen afzienbare tijd ook een akkoord gesloten.

Vrijwilligers kunnen zich via verschillende kanalen informeren over die polissen: via de website van de FOD Economie onder de rubriek 'bescherming van de consument', via de website van de FOD Sociale Zaken en bij de betrokken verzekeraars. Deze laatsten hebben het uitdrukkelijke engagement op zich genomen om een duidelijk kenbaar aanspreekpunt te organiseren.

02.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik ben zelf even op de site van de FOD Economie gaan kijken en vond

het helemaal niet evident om de informatie te vinden. Ik heb mijn zoektocht na een tijdje gestaakt, zonder resultaat. Op de site van de FOD Sociale Zaken staat meer overzichtelijke informatie. Sommige van de betrokken verzekeraars hebben op hun site informatie over de verzekeringen voor vrijwilligers, maar dat geldt zeker niet voor allemaal. Het is van groot belang dat deze informatie gemakkelijk bereikbaar en duidelijk is.

02.04 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Het is niet meer dan normaal dat Sociale Zaken meer gedetailleerde informatie geeft op zijn site, aangezien het vrijwilligersstatuut in eerste instantie die FOD aanbelangt. Ik zal er in elk geval voor zorgen dat de informatie verstrekt door de FOD Economie zo toegankelijk mogelijk is wat het verzekeringsaspect betreft. Ik zal ook met Assuralia contact opnemen om te vragen dat de verzekeringsmaatschappijen de vrijwilligers zo goed mogelijk zouden informeren.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Philippe Monfils aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de herziening van de tarieven voor de vergoeding voor kopiëren voor eigen gebruik" (nr. 14706)**

03.01 **Philippe Monfils** (MR): Blijkbaar bent u voornemens de vergoeding op toestellen en informatiedragers voor kopiëren voor eigen gebruik te verlagen. Uit de cijfers die door de betrokken sectoren worden meegedeeld, blijkt dat de artiesten daardoor nog minder dan de helft van hun vergoeding zouden ontvangen.

Het aanbod van nieuwe kopieertechnieken op de markt heeft de opbrengsten uit de vergoeding voor kopiëren voor eigen gebruik doen dalen. Vandaag worden alleen de zogenaamd klassieke toestellen belast. In 2005 bracht die heffing 21 miljoen euro op; in 2006 was dat al heel wat minder: 19 miljoen euro.

Hoewel artikel 15 van de wet die op 22 mei 2005 door het parlement werd goedgekeurd, een heffing mogelijk maakt op informatiedragers en toestellen die vanuit technisch oogpunt vergelijkbaar zijn, en die – zoals de computer – duidelijk bij het kopiëren voor eigen gebruik worden aangewend, werd er tot op heden nog geen enkel besluit genomen.

Een akkoord, dat gelukkig werd tegengehouden, voorziet in een heffing van dertig procent op de vergoeding voor kopiëren voor eigen gebruik, die voor de Gemeenschappen zou zijn bestemd.

Bent u echt van plan om de vergoeding voor kopiëren voor eigen gebruik te verlagen en zo ja, in welke mate? Lijkt het u niet nuttiger de sector te laten onderhandelen alvorens zelf een beslissing te nemen?

03.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*): Uw informatie strookt niet met die waarover ik beschik.

Momenteel zijn binnen het huidige overlegcomité onderhandelingen aan de gang over de tarifiering van de informatiedragers en toestellen die onderworpen zijn aan de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik.

Er werd een gemeenschappelijke methode uitgewerkt om de vergoeding voor kopiëren voor eigen gebruik te bepalen in overeenstemming met de wijzigingen die door de wet van 22 mei 2005 werden doorgevoerd.

De betrokken milieus zijn het nog niet eens geraakt over de bedragen noch over de dragers en toestellen die onderworpen moeten worden. Tijdens de onderhandelingen zal op grond van de door de wet van 22 mei 2005 ingevoerde wijzigingen de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik in het kader van de globale overeenkomst met de diverse betrokken milieus worden vastgelegd.

Ik hoop dat men tot een billijke oplossing komt.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de weigering door de NBB van de neergelegde jaarrekening" (nr. 14736)**

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijn vraag is technisch van aard en mag worden omgezet in een schriftelijke vraag.

04.02 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Ik bezorg de heer Verherstraeten een gedetailleerd schriftelijk antwoord op zijn terechte vraag.

04.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Waarvoor dank.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Magda De Meyer aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de opdracht van het NIS in verband met huurprijzen" (nr. 14737)

05.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit): In oktober 2006 kondigde de regering aan dat het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NIS) een jaarlijks rapport zou maken inzake de evolutie van de huurprijzen. Hoe zal dat gebeuren? Wordt er eerst een nulmeting uitgevoerd? Wordt gewerkt op basis van de geregistreerde huurcontracten? Zal ook het aantal beschikbare woningen worden geregistreerd? Wat is de precieze opdracht die het NIS kreeg?

05.02 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Aan de hand van een representatief staal van 1.800 woningen wordt de index van de gewone huurprijzen - dus niet de sociale huurprijzen - maandelijks berekend voor alle provincies en voor Brussel. Het nationale indexcijfer is het gewogen gemiddelde van deze cijfers. Stopt een huurder de medewerking aan deze indexenquête of wordt het huurcontract stopgezet, dan wordt de woning vervangen door een woning uit dezelfde provincie met dezelfde structurele kenmerken. Elk jaar wordt bovendien een aantal oude woningen vervangen door recent gebouwde woningen. We beperken ons tot cijfers per provincie omdat een steekproef per gemeente of stad te kleinschalig is om indexevoluties betrouwbaar te berekenen. Dat geldt zelfs voor grote steden als Brussel, Charleroi en Gent. Bij vervangingen in het staal kan bovendien een gelijkaardige woning uit een andere gemeente in de provincie worden opgenomen.

Een nulmeting is niet nodig. Er moet enkel overeenstemming zijn over de startperiode. De woningen worden nu al geselecteerd op basis van geregistreerde contracten. Het aantal beschikbare woningen wordt niet geregistreerd, want het is niet de bedoeling de volledige huurmarkt in kaart te brengen.

Voor we een nieuwe methodiek kunnen ontwerpen die ons in staat stelt informatie per gemeente of wijk te verzamelen, moeten diverse zaken worden uitgeklaard. We moeten weten hoe ver het staat met de registratie van alle huurcontracten, al biedt de nieuwe huurwet op dat vlak perspectieven. Bovendien moet duidelijk zijn voor welke steden, gemeenten en wijken paritaire commissies worden opgericht en waarvoor er dus een rapport moet komen. Ten slotte moet duidelijk zijn welke karakteristieken men wil analyseren. Hoe meer karakteristieken, hoe complexer de methodiek.

Er is nog geen specifiek bijkrediet beschikbaar om de methodiek te ontwerpen, laat staan toe te passen. De nieuwe huurwet biedt echter een wettelijke basis om in die middelen te voorzien. Er zullen dus bijkomende kredieten worden aangevraagd.

05.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Een en ander betekent dat de eerste goede statistieken nog een paar jaar op zich zullen laten wachten.

05.04 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Dankzij de nieuwe statistiekenwet worden statistieken sneller afgeleverd. Omdat we echter naar zo precies mogelijke cijfers streven, zal het inspanningen vergen om de schaal te verkleinen tot ijken in grootsteden. Het zal inderdaad een aantal jaren duren eer we al die gegevens hebben, maar dat belet niet dat het NIS nu al de nodige stappen moet zetten om aan deze reële

behoefte te beantwoorden.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 10.55 uur.